En Grèce, après les élections : Victoire de Syriza, une baffe à la troïka ! Mobilisation contre l'austérité

vendredi 30 janvier 2015, par SARTZEKIS Andreas (Date de rédaction antérieure : 29 janvier 2015).

Sommaire

- La colère populaire s'est
- À gauche, débats et unité
- Pour ne pas reculer, mobiliser

Lundi 26 janvier, Alexis Tsipras a prêté serment de Premier ministre, pour la première fois sans religieux ! Incroyable scène quand on se rappelle qu'après l'échec de Syriza aux législatives de 2009 (4,6 %), ce parti était au bord de l'explosion...

Or, l'application par le Pasok de Papandreou à partir de 2010 des mémorandums qui ont plongé la population dans la misère, ont permis à Syriza de se faire l'écho électoral de la colère populaire, grimpant à 16,8 % en mai 2012 puis à 26,9 % en juin, pendant que le Pasok fondait en gouvernant avec la droite extrême de Samaras.

La colère populaire s'est exprimée

Ce mouvement, qui ne s'est pas accompagné d'un renforcement considérable sur le terrain où le KKE est bien plus implanté et Antarsya souvent bien plus actif, vient de culminer avec le vote du 25 janvier : 36,3 % , presque 600 000 voix de plus qu'en 2012, une victoire historique traduisant la colère populaire contre les troïkas et la politique de la misère. Les chiffres le montrent très clairement : le « peuple du Pasok » s'est reporté en masse sur Syriza, qui obtient de très bons scores dans les quartiers populaires.

Écroulement du Pasok donc (4,7 %) et recul sensible de la droite (27,8 %), dont l'orientation à la Sarkozy est de plus en plus contestée en interne. Mais dans le même temps, la gauche anti-mémorandum plafonne autour de 43 %, ce qui montre la désorientation politique créée par une crise terrible et durable.

Les partis de droite aux profils divers réalisent des scores non négligeable, avec surtout 6,3 % pour les nazis d'Aube dorée, troisième parti au Parlement, et un danger réel, encore plus si le vote de ce dimanche ne débouche pas sur un réel changement… Dès maintenant la mobilisation anti-nazie doit passer à la vitesse supérieure, d'autant qu'un flic sur deux semble avoir voté pour ces assassins ! Autre faiblesse, le maintien d'une forte abstention – 36,1 % – très élevée pour la Grèce, le signe que ni Syriza, ni le KKE, ni Antarsya n'ont su convaincre une partie de la population, tellement écrasée qu'elle n'y croit plus. Savoir associer ces couches populaires aux mobilisations à venir sera indispensable.

À gauche, débats et unité d'action

À gauche, à côté de Syriza, le KKE se satisfait apparemment d'un score en léger progrès (5,47 %) par rapport à juin 2012 et semble vouloir continuer dans son splendide sectarisme, refusant même une rencontre proposée par Tsipras. On peut penser que derrière cette façade, le doute va croître : le parti est loin de ses 8,5 % de mai 2012 et n'a pas gagné la troisième place recherchée. Autant de raisons pour lui proposer systématiquement l'unité d'action.

Antarsya, qui tenait à faire entendre la voix anticapitaliste en présentant des listes, a obtenu 0,64 % des voix, un score honorable dans ce contexte de polarisation mais aussi de désaccords sur la mise en avant de « la sortie de l'euro et de l'UE ! ». Sa déclaration, qui souligne la volonté de Syriza d'éviter l'affrontement avec les instances de l'Union européenne, appelle les forces militantes de la gauche à la contre-offensive ouvrière.

On le voit : il y a urgence à ce qu'un cadre de débat et d'unité d'action se dégage au plus tôt, dans une situation où les forces de la troïka ont dès dimanche soir fait pression contre Syriza et la gauche. Sans parler du « baiser qui tue », ces responsables socialistes qui se réjouissent hypocritement des résultats grecs...

Pour ne pas reculer, mobiliser, lutter

Les questions clefs ne manquent pas : attitude par rapport à la dette, où la direction de Syriza n'a cessé de reculer ; application des premières mesures promises ; décisions symboliques attendues (et tues par Tsipras lors de son premier discours dimanche soir), comme la réintégration des femmes de ménage licenciées du ministère de l'Économie, ou concernant les droits des immigréEs… Sur toutes ces questions, la bourgeoisie et la droite vont hurler et faire pression, avec le risque que le gouvernement recule. Qu'en sera-t-il par exemple de l'engagement de Syriza à recréer 300 000 postes dans la fonction publique, face à des technocrates européens protestant contre cette atteinte au dogme libéral ? Une mobilisation des travailleurEs et des usagerEs de la fonction publique sera nécessaire.

Question de l'heure : comme il a manqué à Syriza deux députéEs pour avoir la majorité absolue et que le KKE a refusé toute discussion, un gouvernement de coalition est formé avec un parti de droite nationaliste, ANEL, se déclarant anti-mémorandum et prêt à agir en ce sens. Un ministère, celui de la Défense, leur est même offert… Un geste inquiétant, une situation périlleuse, et un problème évidemment, car demain ce parti pourrait fort bien exercer un chantage, en s'opposant par exemple à des mesures favorable aux immigréEs.

Que faire, comme déjà demandé dans l'histoire ? Des questions très lourdes pour Syriza mais aussi pour toute la gauche, qu'elle soit avec le KKE ou avec Antarsya…

D'Athènes, A. Sartzekis

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 274 (29/01/2015). http://www.npa2009.org/